Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Tensions-entre-les-Etats-unis-et-l-Europe-occidentale>

Tensions entre les Etats-unis et l'Europe occidentale

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les récentes tensions entre les Etats-unis et l'Europe occidentale ne donnent aucun signe d'apaisement et soulignent en fait les différences de plus en plus grandes entre ces deux ex-alliés. Après la chute de l'Union soviétique, la menace traditionnelle envers l'Europe occidentale disparut.

Tout au long des années 90, l'Amérique réalisa que sans cette menace soviétique, il n'y avait guère d'Etat-ennemi contre qui protéger le continent européen. De plus, Washington peut désormais poursuivre sa politique extérieure envisagée sans avoir à se faire trop de soucis sur les opinions européennes - aussi bien celles du public ou des politiciens et autres diplomates. Sans une Europe menacée, les nations du Vieux continent ne possèdent guère d'atout à faire valoir face aux USA, comme les Français avaient constamment fait lors de conflits comme celui du Vietnam. En dépit de ce manque de dépendance, lors de la première décennie suivant la dislocation de l'empire soviétique, le pays de l'Oncle Sam avait poursuivi son rôle traditionnel dans les relations européennes : c'est ainsi que l'administration Bush s'est octroyé l'aide de l'Europe pour attaquer l'Irak en 1991, et plus tard l'administration Clinton s'allia de même avec les Européens pour attaquer la Serbie dans les Balkans.

Tout au long de cette décennie, même si ni l'administration Bush ni celle de Clinton n'avaient nécessairement besoin de l'Europe afin de poursuivre leurs intérêts respectifs, le lien entre les Etats européens et l'Amérique demeurait juste trop fort pour être coupé. Bien que les USA fissent un plus grand usage de la force lors de la décennie suivant la chute de l'URSS en 1991, ils continuèrent tout de même à collaborer avec leurs traditionnels alliés européens et aussi à travers le canal multilatéral de l'ONU. Tout cela changea avec l'élection de George W. Bush au printemps 2000.

L'arrivée au pouvoir de l'administration Bush et les attentats du 11 septembre 2001 donnèrent à Washington l'opportunité de réinitier une approche musclée dans leur politique extérieure. Ce changement de cap refléta la foi de Washington que les Nations unies n'étaient plus solvables.

L'Onu avait été créée pour empêcher une collision des grandes puissances ; la nécessité de cette organisation était évidente après la Seconde guerre lorsque, pour la deuxième fois en cinquante ans, les volontés de puissance et projections d'intérêts des hégémonies régionales se heurtèrent et résultèrent en un gigantesque bain de sang. Le but de l'Onu était de garder les nations fortes de se détruire une fois de plus.

Le besoin qu'avait l'Onu de restreindre les nations faibles était beaucoup moins clair. Durant les décennies suivant sa création, ce ne fut pas l'Onu qui régna sur les faibles nations mais plutôt les superpuissances qui le firent. Les Etats-unis restreignirent les Etats faibles sous leur sphère d'influence et l'URSS en fit de même de son côté. A cause d'un tel état de fait, l'Onu fut utilisée par les USA pour surveiller la puissance de l'Union soviétique et les Russes de leur côté en faisaient de même.

Maintenant que l'Union soviétique n'existe plus, la seule puissance restante à régenter sont les Etats-unis. Mais l'administration Bush a réagi avec hostilité à toute tentative onusienne de régner sur elle. Ainsi, ce dont le monde vient d'être témoin avec la décision d'attaquer l'Irak est un pas de plus que cette administration met dans l'éloignement des Etats-unis de tout internationalisme et une plus grande avancée vers la politique du plus fort, ce qui demeure du reste l'état de l'ordre mondial prévalant depuis la création du présent système d'Etat moderne lors du Traité de Westphalie.

Le dédain de l'Amérique d'être contrôlé par les Nations-unies est la raison pour laquelle le monde entier, à

l'exception de quelques alliés isolés tels l'Angleterre, le Japon et l'Australie, se sent menacé par la récente action des Etats-unis en Irak. Les yeux du monde étaient rivés, observant si l'Oncle Sam choisirait entre la politique du plus fort ou le confinement au sein de l'internationalisme. Désormais, vu que Washinton a opté pour la loi du plus fort, le globe entier se doit de s'ajuster. Les USA ont montré qu'ils n'ont nullement besoin des Nations-unies du fait que leur sphère d'influence couvre le monde entier, demeurant sans autre super-puissance pouvant les défier.

D'autres nations ne pourraient accepter la politique du plus fort des USA que si elles trouvent acceptable ce modèle politique, économique et social. Mais cela n'est pas le cas. Ces désaccords expriment l'échec de l'Amérique à persuader et, d'un point de vue historique, il sera impossible à Washington de continuer à exercer son leadership en abattant toute nation désireuse de s'opposer à sa vision. Cela semble être le plan élaboré à travers la « Stratégie de Sécurité Nationale 2002 » de l'administration Bush.

A chaque fois que les USA abattent un opposant à leur ordre, il leur faudra de plus en plus dépendre de la coercition afin de préserver leur nouveau ordre mondial. Cet état de fait affaiblira la pertinence de la position américaine dans le monde et augmentera les ressentiments à l'égard de la nation américaine. Il encouragera de plus des superpuissances potentielles telle la Chine à affiner leurs forces pour être en mesure de rivaliser avec l'Amérique. Dès lors, comme cela s'est passé lors de la Deuxième guerre mondiale entre le Japon et les Etats-unis, le monde pourrait fort bien assister à un autre clash entre des puissances et des intérêts de titans avec toutes les implications négatives d'une telle perspective.

Traduit de l'Anglais par : Mamadou Tounkara.

Le Power and Interest News Report (PINR) est une publication basée sur des analyses qui cherche, aussi objectivement que possible à donner une vision interne sur différents conflits, régions et points d'intérêt à travers le globe. PINR approche un sujet sur la base des pouvoirs et intérêts impliqués, laissant le jugement moral au lecteur. PINR cherche plus à informer qu'à persuader. Ce rapport peut être reproduit, réimprimé ou diffusé à condition qu'une telle reproduction identifie la source originale : <http://www.pinr.com> .

Tout commentaire devrait être adressée à content@pinr.com.

Post-scriptum :

Power and Interest News Report (PINR)